

VIOLENCE ÉLECTORALE ET COMPORTEMENTS ÉCONOMIQUES DES JEUNES EN CÔTE D'IVOIRE

Sinaly TRAORÉ

*Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP), Abidjan
tmansiadjogoya@gmail.com*

Résumé

La violence électorale constitue un facteur majeur de vulnérabilité pour les jeunes en Afrique de l'Ouest, affectant à la fois leur sécurité et leurs activités économiques. En Côte d'Ivoire, les crises électoralles de 2010 et 2020 ont perturbé les marchés et désorganisé les circuits d'approvisionnement, fragilisant particulièrement les emplois dans le secteur informel. Cette étude analyse l'impact de la violence électorale sur les activités économiques des jeunes et évalue le rôle du capital social et de la participation associative dans leur résilience. Les données proviennent de l'observation citoyenne de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020, avec un échantillon de 1 420 jeunes (18-35 ans) exerçant une activité économique dans 14 localités. L'analyse combine statistiques descriptives et corrélations pour évaluer la relation entre exposition à la violence, maintien des activités économiques et participation associative. Les résultats montrent que les jeunes exposés à la violence électorale voient une diminution significative du maintien de leurs activités, avec des taux variant de 61% à 74% selon les localités. Cependant, ceux impliqués dans des réseaux communautaires ou associatifs présentent une résilience accrue, maintenant leurs activités malgré le contexte de crise. Les zones urbaines fortement politisées sont plus vulnérables, tandis que les réseaux sociaux solides dans certaines régions facilitent l'adaptation économique. Ces résultats soulignent que la résilience économique des jeunes ivoiriens dépend moins de la seule protection physique que de la capacité à mobiliser le capital social. Le renforcement des réseaux communautaires et associatifs constitue un levier stratégique pour soutenir les jeunes face aux chocs politiques et économiques.

Mots clés : violence électorale, jeunes, résilience économique, capital social, participation associative, secteur informel, Côte d'Ivoire

Abstract

Electoral violence is a major factor of vulnerability for young people in West Africa, affecting both their security and their economic activities. In Ivory Coast, the electoral crises of 2010 and 2020 disrupted markets and disorganized supply chains, particularly undermining jobs in the informal sector. This study analyzes the impact of electoral violence on the economic activities of young people and examines the role of social capital and associative participation in their resilience. The data come from the citizen observation of the presidential election of October 31,

2020, with a sample of 1,420 young people (ages 18–35) engaged in economic activities across 14 localities. The analysis combines descriptive statistics and correlations to assess the relationship between exposure to violence, continuity of economic activities, and associative participation. The results show that young people exposed to electoral violence experience a significant decline in the continuity of their activities, with rates ranging from 61% to 74% depending on the locality. However, those involved in community or associative networks demonstrate greater resilience, maintaining their activities despite the crisis context. Highly politicized urban areas are more vulnerable, while strong social networks in some regions facilitate economic adaptation. These findings highlight that the economic resilience of Ivorian youth depends less on physical protection alone than on the ability to mobilize social capital. Strengthening community and associative networks therefore constitutes a strategic lever for supporting young people in the face of political and economic shocks.

Keywords : electoral violence, youth, economic resilience, social capital, associative participation, informal, Ivory Coast,

Introduction

La violence électorale constitue un facteur de vulnérabilité majeur pour les jeunes en Afrique de l'Ouest, affectant non seulement leur sécurité physique, mais également leur capacité à maintenir des activités économiques. La Côte d'Ivoire n'a pas échappé à cette réalité et a connu plusieurs épisodes de violence électorale, notamment lors des scrutins présidentiels de 2010 et de 2020. Les effets de ces crises dépassent largement le champ politique pour toucher profondément les structures économiques et sociales locales. Ces violences perturbent les marchés, désorganisent les circuits d'approvisionnement et déstabilisent les réseaux d'échange informels, dans lesquels les jeunes sont particulièrement impliqués (Tilly, 2003 ; Moser, 1998).

Les travaux sur la violence collective (Tilly, 2003) démontrent que les crises politiques affectent non seulement les revenus, mais aussi la confiance, la coopération et la cohésion communautaire. Parallèlement, la théorie de l'encastrement social de Granovetter (1985) et celles du capital social (Bourdieu, 1986 ; Coleman, 1988 ; Putnam, 2000 ; Lin, 2001) soulignent que les activités économiques sont profondément enracinées dans des relations sociales. Ces théories soutiennent également que la force des liens communautaires détermine la capacité de résilience en contexte de

crise. Ces approches montrent que la mobilisation collective et les réseaux d'entraide peuvent soutenir le maintien des activités économiques dans des environnements instables.

Le concept de résilience, notamment dans sa dimension économique, renvoie à la capacité d'un individu ou d'un groupe à absorber, s'adapter et se rétablir après un choc, tel qu'un conflit politique ou une crise sociale. Le capital social, entendu comme l'ensemble des réseaux de relations, de la participation aux associations et de la confiance au sein des communautés, apparaît comme un facteur clé de résilience en période de crise. Par ailleurs, les approches contemporaines sur la vulnérabilité et la résilience (Moser, 1998 ; Adger, 2003 ; Zakaria, 2016) insistent sur le rôle des stratégies adaptatives locales et des formes de solidarité comme leviers essentiels de stabilisation économique dans les sociétés post-conflit.

En Afrique de l'Ouest, peu d'études ont quantifié l'effet du capital social sur la résilience économique des jeunes dans des contextes électoraux violents. Cette recherche vise à combler ce manque en analysant comment les réseaux sociaux, la participation associative et les disparités territoriales influencent la capacité des jeunes ivoiriens à maintenir ou relancer leurs activités en période de crise électorale. Ainsi, les trois questions centrales qui structurent cette étude sont les suivantes : Quels comportements économiques des jeunes sont les plus affectés par la violence électorale ? Dans quelle mesure les réseaux communautaires et associatifs amortissent-ils ces impacts ? Comment les jeunes organisent-ils la reprise de leurs activités après les crises ?

L'objectif général de cette étude est donc d'analyser la résilience économique des jeunes face à la violence électorale en Côte d'Ivoire, en mettant en évidence le rôle du capital social, de la participation associative et des disparités territoriales. Plus largement, l'étude cherche à comprendre comment, dans un contexte de fragilité institutionnelle, la jeunesse transforme la contrainte politique en ressource sociale, réinventant des circuits de solidarité, de coopération et de survie économique. Autrement,

il s'agit de décrire le niveau d'exposition des jeunes à la violence électorale et son impact sur le maintien de leurs activités économiques, d'évaluer l'influence du capital social et de la participation associative sur la résilience économique des jeunes et d'identifier les disparités territoriales dans la résilience économique des jeunes face à la violence électorale.

Ainsi, l'étude cherche à mettre en lumière les deux dynamiques concomitantes à l'œuvre en période de violence électorale : d'une part, la désorganisation du tissu économique, et d'autre part, les processus de reconstruction sociale fondés sur les ressources relationnelles et communautaires mobilisées par la jeunesse ivoirienne. Les résultats permettront de mieux comprendre les mécanismes sociaux qui soutiennent la survie économique des jeunes et d'éclairer les politiques publiques visant le renforcement de la cohésion sociale et la stabilisation économique en période de crise électorale.

1- Méthodologie

L'étude s'appuie sur les données de l'observation citoyenne de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 par l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS, 2020). L'échantillon comprend 1 420 jeunes âgés de 18 à 35 ans, répartis dans 14 localités représentant une diversité socioéconomique et un degré variable d'exposition à la violence.

L'identification des jeunes s'est fondée sur trois critères, à savoir l'âge (18 à 35 ans, conformément à la définition nationale de la jeunesse en Côte d'Ivoire selon le Ministère de la Promotion de la Jeunesse), le statut d'activité économique (jeunes exerçant ou ayant exercé une activité économique formelle ou informelle au moment du scrutin ou dans les mois précédents) et la résidence (individus résidant de manière permanente dans l'une des localités d'observation avant, pendant et après le processus électoral).

Quant aux 14 localités observées (Abidjan, Bondoukou, Bouaflé, Bouaké, Daloa, Gagnoa, Korhogo, Man, Odienné, San Pedro,

Séguéla, Soubéré, Touba et Yamoussoukro), elles ont été choisies selon deux critères : le degré d'exposition à la violence électorale, établi à partir des signalements d'incidents vérifiés par l'OSCS et la diversité socioéconomique et géographique, permettant d'inclure des zones urbaines fortement politisées ainsi que des régions rurales ou semi-urbaines à moindre exposition.

Le choix d'un échantillonnage raisonné, non probabiliste et stratifié par localité se justifie par la nature exploratoire de la recherche, qui vise à comprendre les effets différenciés de la violence électorale selon les contextes sociaux et économiques. Les principales variables analysées sont : l'exposition à la violence (nombre d'incidents violents par localité), le maintien des activités économiques (taux de poursuite des activités malgré les violences) et la participation associative et capital social (taux d'engagement communautaire, entraide, coopération).

L'analyse repose sur des statistiques descriptives et des corrélations simples (r) entre participation associative et maintien d'activité, afin d'évaluer le rôle du capital social dans la résilience économique. L'approche méthodologique s'inspire de la sociologie économique et des études sur le capital social (Coleman, 1988 ; Granovetter, 1985 ; Putnam, 2000), en considérant que les relations sociales structurent les pratiques économiques et constituent un levier de résilience face aux crises.

2- Résultats

2.1- Caractéristiques de l'échantillon

L'échantillon étudié est composé majoritairement d'hommes (58,45%), un résultat cohérent avec la forte présence masculine dans plusieurs secteurs économiques informels en Côte d'Ivoire. Les femmes représentent 41,55%, un niveau important qui témoigne néanmoins de leur participation active dans les micro-activités commerciales et de services.

Sur le plan de l'âge, la répartition est relativement équilibrée entre les trois tranches étudiées : 18-24 ans (32,39%), 25-29 ans (36,62%),

30-35 ans (30,99%). Cette structure révèle une population jeune largement engagée dans des activités économiques, avec une légère surreprésentation des jeunes adultes (25-29 ans), souvent en phase d'installation professionnelle.

Concernant les types d'activités économiques, le commerce informel constitue le principal secteur d'activité (33,80%), suivi des services (21,83%) et de l'artisanat (17,61%). Les secteurs du transport et de l'agriculture présentent chacun 13,38%. Cette répartition reflète la prédominance du secteur informel dans l'économie ivoirienne et l'importance du petit commerce dans les stratégies de subsistance des jeunes. Elle confirme également la forte dépendance des jeunes à des activités particulièrement vulnérables aux perturbations sociales, comme les violences électorales.

Tableau 1: Caractéristiques sociodémographiques et profils d'activités économiques des jeunes enquêtés

Caractéristiques	Modalités	Effectif (n)	Proportion (%)
Sexe	Hommes	830	58,45
	Femmes	590	41,55
Total Sexe		1 420	100,00
Tranche d'âge (ans)	18-24	460	32,39
	25-29	520	36,62
	30-35	440	30,99
Total Tranche d'âge		1 420	100,00
Type d'activité économique principale	Commerce informel (petit commerce, revente)	480	33,80
	Services (restauration, coiffure, téléphonie, mécanique)	310	21,83

	Artisanat (menuiserie, couture, réparation, etc.)	250	17,61
	Transport (moto-taxi, taxi, livraison)	190	13,38
	Agriculture/activités rurales	190	13,38
Total Type d'activité		1 420	100,00

Source : Données d'enquête, octobre 2020

La répartition géographique montre que les jeunes enquêtés proviennent principalement des grandes villes et centres régionaux du pays. Abidjan représente le quart de l'échantillon (25,35%), ce qui s'explique par sa forte densité de jeunes actifs et son rôle de principal centre économique du pays. Bouaké (19,72%), deuxième ville du pays et espace marqué par des tensions politiques récurrentes, constitue également une proportion significative des jeunes enquêtés.

Daloa (17,61%) et Korhogo (15,49%) contribuent de manière substantielle à l'échantillon, reflétant la pertinence de leur poids démographique et économique dans leurs régions respectives. Enfin, les « Autres régions » rassemblent 21,83% des répondants, ce qui permet d'inclure une diversité territoriale et de mieux saisir les disparités régionales en matière de résilience économique. Cette distribution montre ainsi une couverture territoriale équilibrée, combinant zones urbaines majeures, centres régionaux et localités plus périphériques. Elle permet une analyse comparative pertinente des effets territoriaux de la violence électorale sur les activités économiques des jeunes.

Tableau 2: Répartition géographique des jeunes enquêtés selon la localité

Localité	Nombre de jeunes	Proportion (%)
Abidjan	360	25,35
Bouaké	280	19,72
Daloa	250	17,61
Korhogo	220	15,49
Autres régions	310	21,83
Total	1 420	100,00

Source : Données d'enquête, octobre 2020

2.2- Exposition à la violence électorale et maintien des activités économiques

Le nombre d'incidents violents et le taux de maintien des activités économiques ont été recensés par localité.

Tableau 3: Incidents violents et maintien d'activité économique

Localité	Incidents violents (n)	Maintien d'activité (%)
Abidjan	42	68
Bouaké	31	61
Daloa	27	59
Korhogo	15	74
Autres régions	22	66

Source : Données d'enquête, octobre 2020

Le tableau montre une relation inverse apparente entre le nombre d'incidents violents et le taux de maintien d'activité économique des jeunes. Abidjan, localité la plus exposée à la violence (42 incidents), présente un taux de maintien d'activité relativement faible (68%). Bouaké et Daloa, également fortement touchées,

enregistrent les taux de maintien les plus bas, respectivement 61% et 59%.

À l'inverse, Korhogo, avec le plus faible nombre d'incidents (15), affiche le taux de maintien d'activité le plus élevé (74%). Les « Autres régions » présentent des chiffres intermédiaires, ce qui suggère que l'exposition à la violence électorale joue un rôle significatif dans la capacité des jeunes à poursuivre leurs activités économiques.

Cette tendance illustre que la violence électorale est un facteur de vulnérabilité économique pour les jeunes, affectant la continuité de leurs activités dans les localités fortement touchées.

2.3- Participation associative et capital social

La participation associative et l'engagement communautaire ont été mesurés comme indicateurs du capital social.

Tableau 4: Participation associative et maintien d'activité

Localité	Participation associative (%)	Maintien d'activité (%)
Abidjan	55	68
Bouaké	48	61
Daloa	50	59
Korhogo	62	74
Autres régions	53	66

Source : Données d'enquête, octobre 2020

Le tableau met en évidence une corrélation positive entre la participation associative et le maintien d'activité économique. Korhogo, localité affichant le taux de participation associative le plus élevé (62%), présente également le taux de maintien d'activité le plus important (74%).

Abidjan et les « Autres régions », avec des niveaux de participation intermédiaires (55% et 53%), montrent également un maintien d’activité relativement élevé, tandis que Bouaké et Daloa, aux taux de participation associative plus faibles (48% et 50%), enregistrent les taux de maintien d’activité les plus bas (61% et 59%).

Ces résultats suggèrent que l’implication dans des associations ou réseaux communautaires pourrait renforcer la résilience économique des jeunes, en leur fournissant un soutien social et des mécanismes d’entraide face aux perturbations liées à la violence électorale.

2.4- Disparités territoriales

L’analyse des données par localité révèle des disparités marquées dans la résilience économique des jeunes face à la violence électorale. Les zones urbaines fortement politisées et exposées à la violence, telles qu’Abidjan et Bouaké, présentent les baisses les plus importantes du maintien des activités économiques, avec des taux respectifs de 68% et 61% pour des niveaux élevés d’incidents violents (42 et 31 incidents). Ces contextes urbains connaissent une perturbation des marchés, une désorganisation des circuits d’approvisionnement et une fragilisation des réseaux d’échange informels, affectant directement la continuité des activités des jeunes.

À l’inverse, les localités moins exposées à la violence ou caractérisées par une forte cohésion sociale, comme Korhogo et certaines régions périphériques, affichent des taux de maintien d’activité plus élevés (74% pour Korhogo), en parallèle à une participation associative plus importante (62%). Ces résultats suggèrent que les réseaux communautaires et la mobilisation collective jouent un rôle crucial pour soutenir les activités économiques des jeunes, en leur offrant des mécanismes d’entraide et de solidarité face aux perturbations politiques.

Dans l’ensemble, ces observations mettent en évidence que la résilience économique des jeunes dépend à la fois du niveau d’exposition à la violence électorale et de la force du capital social

et des réseaux associatifs présents dans chaque localité. La combinaison de ces facteurs détermine la capacité des jeunes à maintenir ou relancer leurs activités économiques en période de crise.

3- Discussion

Les résultats montrent que la violence électorale exerce un impact multidimensionnel sur les comportements économiques des jeunes, modulé par la densité du capital social et la structure des réseaux communautaires. Quatre axes principaux se dégagent : la vulnérabilité économique, le rôle des réseaux sociaux, la résilience communautaire et les disparités territoriales.

3.1- Violence électorale et vulnérabilité économique

Les données confirment la thèse de Tilly (2003) selon laquelle les violences politiques provoquent une désorganisation systémique des structures de production et des circuits d'échange. En Côte d'Ivoire, les jeunes du secteur informel, particulièrement dans les zones urbaines comme Abidjan et Bouaké, subissent les conséquences directes de la désorganisation des marchés : pertes de revenus, destruction d'équipements, insécurité et raréfaction des flux monétaires.

Cette dynamique rejoue les travaux de Collier et Hoeffler (2004), qui montrent que les conflits politiques entraînent une contraction des activités productives et une désagrégation du tissu économique local, particulièrement dans les sociétés à forte dépendance de l'économie informelle. Moser (1998), dans son approche de la vulnérabilité urbaine, précise que les populations précaires, notamment les jeunes travailleurs, subissent une double fragilité : économique (perte d'activité) et sociale (affaiblissement des solidarités).

Les analyses d'Adger (2003) et de Tacoli (2003) confirment que la violence politique agit comme un choc exogène sur les systèmes économiques locaux, en amplifiant les inégalités structurelles. Dans

le contexte ivoirien, la violence électorale constitue un facteur de crise multidimensionnelle, à la fois politique, économique et sociale, qui accentue la marginalisation des jeunes.

Enfin, Collier et Sambanis (2005) soulignent que les économies post-conflit connaissent souvent des cycles de vulnérabilité prolongée, notamment lorsque les mécanismes institutionnels de protection sociale sont absents. C'est précisément ce que révèlent les résultats : la violence électorale fragilise durablement les jeunes et renforce la dépendance de leur survie économique à des dispositifs informels.

3.2- Réseaux sociaux et continuité économique

Les résultats mettent en évidence le rôle central des réseaux sociaux dans la continuité des activités économiques. Conformément à la théorie de l'encastrement social développée par Granovetter (1985), les activités économiques ne sont pas autonomes, mais profondément intégrées dans des relations de confiance, de reciprocité et de solidarité.

Les jeunes disposant de réseaux solides parviennent à maintenir leurs activités malgré la perturbation des circuits formels. Ces réseaux familiaux, communautaires, religieux ou associatifs fournissent des ressources immatérielles essentielles : information, crédit, entraide, médiation sociale.

Bourdieu (1986) et Coleman (1988) ont montré que le capital social permet la mobilisation de ressources économiques et symboliques, facilitant la coordination et la coopération en contexte d'incertitude. Burt (2000), avec la théorie des trous structuraux, souligne que les acteurs reliant différents réseaux accèdent à des informations et opportunités stratégiques. Dans le contexte ivoirien, ces « passeurs sociaux », jeunes entrepreneurs, leaders associatifs, médiateurs, jouent un rôle crucial de pont entre communautés.

Les travaux de Fukuyama (1995) sur la confiance et ceux de Woolcock et Narayan (2000) sur la qualité du capital social dans les pays en développement confirment que la densité relationnelle accroît la capacité de résilience face aux crises. En Afrique,

Meagher (2010) et Diagne (2017) montrent que les réseaux communautaires soutiennent les micro-entreprises informelles en période d'instabilité politique, en maintenant les flux d'échanges et de solidarité.

Ainsi, la continuité économique observée chez certains jeunes ivoiriens témoigne d'une économie encastree dans le social, où la confiance et la réciprocité remplacent temporairement les régulations institutionnelles.

3.3- Capital social et résilience communautaire

Le capital social émerge comme un levier collectif de résilience face à la violence électorale. Les associations de jeunes, comités de quartier et organisations locales agissent comme des amortisseurs sociaux, soutenant la reprise économique et la reconstruction du lien communautaire.

Putnam (2000) considère que la participation associative renforce la confiance et la coopération, créant ainsi un capital collectif indispensable à la coordination des efforts locaux. Adger (2003) et Norris et al. (2008) démontrent que la cohésion sociale est un facteur déterminant de l'adaptation face aux crises environnementales ou politiques, car elle facilite la coopération et la circulation de l'information.

Dans le contexte africain, Zakaria (2016) et Zanou (2021) montrent que les réseaux communautaires locaux favorisent la résilience économique des jeunes dans les contextes de crise post-électorale. Elwert (1999) parle à ce sujet d'une « *économie de la survie* », où les liens sociaux deviennent des ressources économiques mobilisables. Lin (2001) ajoute que le capital social instrumental fournit un accès direct à des ressources sociales et économiques, une fonction essentielle dans les zones où l'État est absent ou affaibli. De même, Chambers (1989), dans son approche de la « *pauvreté participative* », insiste sur la capacité des communautés locales à s'auto-organiser pour pallier les défaillances institutionnelles.

Ainsi, là où la cohésion sociale est forte, la peur diminue, la confiance se rétablit et la circulation économique reprend. Le

capital social devient alors une infrastructure invisible de résilience collective, reliant les sphères économiques, sociales et symboliques.

3.4- Disparités territoriales et logiques adaptatives

Les résultats montrent que la résilience des jeunes varie fortement selon les contextes territoriaux. Les régions du Nord (Korhogo, Séguéla, Odienné) affichent une plus grande capacité d'adaptation, grâce à des réseaux communautaires denses, souvent articulés autour de solidarités religieuses, ethniques ou associatives. À l'inverse, les grandes villes du Sud, plus individualisées et politisées, présentent une fragilité accrue.

Cette géographie sociale de la résilience confirme les analyses de Tacoli (2003) sur les inégalités spatiales dans les capacités d'adaptation et celles de Adger (2006) sur la dépendance entre structures locales et résilience économique. Selon Bourdieu (1993), la position des individus dans l'espace social détermine leur accès différencié aux ressources et aux soutiens. Ce qui explique la diversité des logiques adaptatives entre territoires.

Les travaux de Rodrik (2000) et Barrett et Constas (2014) montrent que la résilience économique n'est pas une simple fonction du revenu ou de l'emploi, mais dépend aussi de la densité relationnelle et des capacités collectives de réponse. Dans le cas ivoirien, les régions à forte cohésion communautaire compensent l'absence d'institutions stables par la mobilisation du capital social local.

Enfin, la perspective de Bebbington (1999) sur les «capitaux vivants» confirme que les ressources sociales, culturelles et institutionnelles locales façonnent la durabilité des moyens de subsistance. La violence électorale agit ainsi comme un révélateur de la robustesse des structures sociales, mettant en lumière les territoires où la solidarité fonctionne comme mécanisme d'amortissement économique.

3.5- Résilience socio-économique et recomposition des solidarités

Au-delà des résultats empiriques, les données recueillies révèlent une dynamique socio-économique qui dépasse la simple lecture statistique. La violence électorale fonctionne comme un révélateur en ce qu'elle met en lumière les inégalités d'accès à la sécurité, aux ressources et aux réseaux. Ce mécanisme rappelle la manière dont Bourdieu (1993) montre que les crises révèlent des formes de vulnérabilité latentes, accentuées par des structures institutionnelles fragiles.

La combinaison entre capital social, communication locale et solidarité interpersonnelle s'avère déterminante dans la résilience économique. Ces observations rejoignent les analyses de Woolcock (2001) sur la synergie entre réseaux de proximité et institutions locales, ainsi que celles d'Evans (1996) sur la complémentarité entre action communautaire et politiques publiques. En somme, l'économie des jeunes ivoiriens apparaît à la fois sociale et politique : leur survie économique repose sur la qualité du tissu relationnel et la capacité collective à réinventer des modes de coopération en contexte de crise. La violence électorale, en révélant les fragilités institutionnelles, met aussi en lumière la force adaptative d'une jeunesse qui mobilise la solidarité pour transformer la contrainte en ressource.

Dans les zones les plus exposées, l'effondrement des marchés rappelle l'effritement social observé chez Sow Fall (1979) et Labou Tansi (1981), où la fragmentation politique entraîne un repli communautaire, mais aussi l'invention de nouvelles solidarités. Labou Tansi illustre particulièrement la manière dont les populations, confrontées à l'arbitraire politique, mobilisent des réseaux informels pour survivre : un mécanisme analogue à celui observé chez les jeunes ivoiriens. Cette résilience s'observe également chez Kourouma (2000) où les communautés locales jouent un rôle compensatoire pour pallier les défaillances de l'État et des institutions.

En parallèle, la capacité de certains territoires à absorber le choc politique témoigne d'une organisation sociale forte, évoquant les analyses de Wallerstein (1997) sur la manière dont les systèmes sociaux périphériques se réorganisent autour de solidarités microscopiques face aux grandes secousses politiques.

Ces références montrent que la résilience économique ne se limite pas uniquement à la poursuite d'une activité : elle constitue un processus culturel, symbolique et social, nourri par l'histoire locale, les identités collectives et les structures de solidarité. La jeunesse ivoirienne apparaît ainsi comme un acteur majeur de recomposition sociale, en particulier dans les espaces où les liens communautaires préexistent aux turbulences électorales.

Conclusion

Cette étude montre que la violence électorale fragilise profondément les trajectoires économiques des jeunes, en perturbant les marchés, la circulation des biens et la sécurité des espaces de travail. Toutefois, les résultats révèlent également une capacité remarquable d'adaptation fondée sur le capital social, la participation associative et les solidarités communautaires. La résilience économique ne relève donc pas seulement de stratégies individuelles. Elle s'inscrit plutôt au cœur d'un tissu social qui compense les vulnérabilités structurelles.

La portée sociale de l'étude est double. D'une part, elle éclaire la manière dont les jeunes s'appuient sur les réseaux communautaires pour stabiliser l'économie locale lors des crises électorales, contribuant ainsi à la préservation de la cohésion sociale. D'autre part, elle met en évidence l'importance de renforcer les organisations de jeunesse, les associations locales et les mécanismes communautaires afin de soutenir la consolidation de la paix et la prévention des violences.

Sur le plan utilitaire, les résultats offrent des repères essentiels pour les décideurs publics, les ONG et les institutions internationales. Ils montrent que les politiques de stabilisation en période électorale

devraient intégrer des programmes de soutien au capital social, de renforcement des associations de jeunes, de sécurisation des espaces économiques et de promotion des réseaux d'entraide. Reconnaître la jeunesse comme vecteur de stabilité économique plutôt que comme groupe à risque, constitue un levier remarquable pour la paix durable et un développement inclusif.

En somme, la violence électorale révèle autant les fragilités institutionnelles que la capacité sociale d'une jeunesse qui transforme la solidarité en moteur de survie économique. Aussi investir dans ce capital social revient-il à miser sur les fondements mêmes d'une société plus résiliente, plus cohésive et plus pacifique. Autrement, loin de se limiter à un phénomène politique, la violence électorale agit comme un test de robustesse du capital social local. D'ailleurs, la jeunesse ivoirienne illustre bien la vitalité d'un tissu social capable d'amortir les chocs politiques et économiques grâce à la coopération, la confiance et la créativité communautaire. L'avenir de la stabilité et du développement en Côte d'Ivoire repose dès lors sur la reconnaissance du capital social des jeunes comme une ressource stratégique de reconstruction, de paix durable et de prospérité partagée.

Nonobstant tous ces apports, cette étude a quelques limites incluant la transversalité des données, le recours à l'auto-déclaration et la focalisation sur certaines localités, ce qui restreint la généralisation. Néanmoins, elle fournit des enseignements précieux pour de futures recherches et interventions ciblées.

Bibliographie

- ADGER William Neil**, 2003. *Social capital, collective action, and adaptation to climate change*, Economic Geography, 79(4), pp. 387-404.
- ADGER William Neil**, 2006. *Vulnerability*, Global Environmental Change, 16(3), pp. 268-281.
- BARRETT Christopher B. & CONSTAS Mark A.**, 2014. *Toward a theory of resilience for international development applications*, PNAS, 111(40), pp. 14625-14630.
- BEBBINGTON Anthony**, 1999. *Capitals and capabilities: A framework for analyzing peasant viability*, World Development, 27(12), pp. 2021-2044.
- BOURDIEU Pierre**, 1986. *The forms of capital*, in RICHARDSON J. (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, Greenwood Press, New York, pp. 241-258.
- BOURDIEU Pierre**, 1993. *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- BURT Ronald S**, 2000. *The network structure of social capital*, Research in Organizational Behavior, 22, pp. 345-423.
- CHAMBERS Robert**, 1989. *Vulnerability, coping and policy*, IDS Bulletin, 20(2), pp. 1-7.
- COLEMAN James**, 1988. *Social capital in the creation of human capital*, American Journal of Sociology, 94(Supplement), pp. S95-S120.
- COLLIER Paul & HOEFFLER Anke**, 2004. *Greed and grievance in civil war*, Oxford Economic Papers, 56(4), pp. 563-595.
- COLLIER Paul & SAMBANIS Nicholas**, 2005. *Understanding Civil War: Evidence and Analysis*, Washington DC, The World Bank.
- DIAGNE Abdoulaye**, 2017. *Les réseaux sociaux et l'économie informelle en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.
- ELWERT Georg**, 1999. *Markets of violence*, in ELWERT G., FEUCHTWANG S. & NEUBERT D. (dir.), *Dynamics of Violence*, Frankfurt am Main, Peter Lang, pp. 85-102.
- EVANS Peter**, 1996. *Government action, social capital and development*, World Development, 24(6), pp. 1119-1132.
- FUKUYAMA Francis**, 1995. *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, Free Press.

- GRANOVETTER Mark**, 1985. *Economic action and social structure: The problem of embeddedness*, American Journal of Sociology, 91(3), pp. 481-510.
- KOUROUMA Ahmadou**, 2000. *Allah n'est pas obligé*, Paris, Seuil.
- LABOU TANSI Sony**, 1981. *L'État honteux*, Paris, Seuil.
- LIN Nan**, 2001. *Social Capital: A Theory of Social Structure and Action*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MEAGHER Kate**, 2010. *Identity Economics: Social Networks and the Informal Economy in Nigeria*, Woodbridge, James Currey.
- MIANO Léonora**, 2010. *Étoile noire*, Paris, Plon.
- MOSER Caroline**, 1998. *The asset vulnerability framework*, World Development, 26(1), pp. 1-19.
- NORRIS Fran, STEVENS Susan, PFEFFERBAUM Betty, WYCHESON Karen F. & PFEFFERBAUM Rose L.**, 2008. *Community resilience as a metaphor, theory, set of capacities, and strategy for disaster readiness*, American Journal of Community Psychology, 41(1-2), pp. 127-150.
- OSCS**, 2020. *Observation citoyenne de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire*, Abidjan.
- PUTNAM Robert**, 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.
- RODRIK Dani**, 2000. *Institutions for high-quality growth*, Studies in Comparative International Development, 35(3), pp. 3-31.
- SOW FALL Aminata**, 1979. *La grève des battu*, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines.
- TACOLI Cecilia**, 2003. *The links between urban and rural development*, Environment and Urbanization, 15(1), pp. 3-12.
- TILLY Charles**, 2003. *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press.
- WALLERSTEIN Immanuel**, 1997. *The Capitalist World-Economy*, Cambridge, Cambridge University Press
- WOOLCOCK Michael & NARAYAN Deepa**, 2000. *Social capital: Implications for development theory, research, and policy*, World Bank Research Observer, 15(2), pp. 225-249.

- WOOLCOCK Michael**, 2001. *The place of social capital in understanding social and economic outcomes*, ISUMA, 2(1), pp. 11-17.
- ZAKARIA Alassane**, 2016. *Les réseaux sociaux et la résilience économique des jeunes africains*, Afrique Contemporaine, 259(3), pp. 87-104.
- ZANOU Pascal**, 2021. *Jeunesse, capital social et survie économique en contexte de crise politique*, Revue Africaine de Sociologie, 12(2), pp. 45-66.